Nouvelles ZNT : la norme de trop

Par **Philippe Pavard**
rédacteur en chef adjoint

Monsieur le Premier ministre, où est la pause normative que vous aviez promise aux agriculteurs français ? Le projet d'extension des zones non traitées (encore une originalité franco-française) n'est pas seulement pénalisant sur le plan économique. Il plombe aussi le moral déjà bien bas des exploitants. Ce dont les ministres Le Foll et Royal n'ont visiblement cure. Pour sortir de leur posture idéologique et de leur bulle, ils devraient lire le témoignage émouvant que nous livre un jeune agriculteur de Lorraine, déjà aux abois par le seul truchement du contexte économique et pour qui c'est le coup de grâce (voir page 11). Dans la Haute Administration qui est à la manœuvre pour exécuter sans état d'âme et avec célérité cette feuille de route phytos, on n'a toujours pas intégré le drame qui s'est joué cet été avec la moisson catastrophique, ni pris la mesure de la situation particulièrement difficile de l'agriculture française.

Jusqu'où va-t-on casser l'appareil productif français ?

Oui, le moment est particulièrement mal choisi pour sortir un tel arrêté, difficilement praticable. Et à quelques mois d'échéances électorales importantes, ce n'est pas très finaud que de pousser les agriculteurs vers la radicalisation. Car c'est bien ce qui risque de se passer avec de telles provocations. Dire cela, ce n'est pas ignorer la demande sociétale qui s'exprime, même si elle est excitée par l'aiguillon médiatique d'un « phytos bashing » parfaitement orchestré (lire aussi page 18). Mais le rôle des pouvoirs publics n'est-il pas de faire preuve de tempérance et de se garder de toute démagogie ? Pourquoi, alors qu'ils en sont si friands dans d'autres domaines, une étude d'impact n'est-elle pas menée tant cette mesure est lourde de conséquences ? C'est aussi bien mal connaître le terrain que d'imaginer que les agriculteurs vont poireauter 10 minutes avec leurs anémomètres pour savoir s'il est possible de traiter. En attendant plus de lucidité et de pragmatisme, on est tenté de faire nôtre cette interpellation lancée par une sénatrice : « Monsieur le ministre, foutez-leur la paix ! »